ANALYSE DES ATOUTS ENVIRONNEMENTAUX DANS LA FORMULATION DE LA POLITIQUE ETRANGERE DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Par

Alain EDINKOM Falang

*Professeur Associé à la Faculté des Sciences Sociales, Administratives et Politiques
Département des Relations Internationales*

Stasin KIZIMU MBUYU

*Chef de Travaux à la Faculté des Sciences Sociales, Administratives et Politiques
Département des Relations Internationales*

Rodrick MASENGA MBAKU

*Chef de Travaux à la Faculté des Sciences Sociales, Administratives et Politiques
Département des Relations Internationales*

RESUME

L'analyse des atouts environnementaux dans la formulation de la politique étrangère de la RDC met en lumière le potentiel stratégique que le pays détient grâce à ses ressources naturelles, notamment ses vastes forêts, sa biodiversité unique et son potentiel hydroélectrique. Ces atouts sont essentiels dans un contexte international où la gestion durable des ressources naturelles devient une priorité mondiale. La RDC, avec sa position centrale dans le bassin du Congo, peut jouer un rôle clé dans les négociations internationales sur le changement climatique, la déforestation et la biodiversité. En effet, l'exploitation durable de ces ressources pourrait renforcer sa diplomatie et accroître son influence sur la scène mondiale, notamment à travers des partenariats sur la conservation de la biodiversité et la gestion des ressources en eau. Par conséquent, l'intégration de ces atouts dans la politique étrangère de la RDC est entravée par des défis internes tels que la mauvaise gouvernance, la corruption, l'instabilité politique et l'exploitation non durable des ressources. Ces obstacles réduisent la crédibilité du pays dans ses initiatives diplomatiques et rendent difficile l'exploitation optimale de ses ressources naturelles. Bien que la RDC dispose de ressources environnementales considérables qui pourraient jouer un rôle majeur dans sa politique étrangère, le pays doit surmonter plusieurs défis internes pour mettre en œuvre une gestion durable et maximiser l'impact de ses atouts dans les négociations internationales.

Mots-clés : *Environnement, politique étrangère*

ABSTRACT

The analysis of environmental assets in the formulation of the DRC's foreign policy highlights the strategic potential that the country holds thanks to its natural resources, notably its vast forests, unique biodiversity and hydroelectric potential. These assets are essential in an international context where the sustainable management of natural resources is becoming a global priority. The DRC, with its central position in the Congo Basin, can play a key role in international negotiations on climate change, deforestation and biodiversity. Indeed, the sustainable exploitation of these resources could strengthen its diplomacy and increase its influence on the world stage, notably through partnerships on biodiversity conservation and water resource management. However, the integration of these assets into the DRC's foreign policy is hampered by internal challenges such as poor governance, corruption, political instability and unsustainable resource exploitation. These obstacles reduce the country's credibility in its diplomatic initiatives and make it difficult to exploit its natural resources to the full. Although the DRC has considerable environmental resources that could play a major role in its foreign policy, the country must overcome several internal challenges to implement sustainable management and maximize the impact of its assets in international negotiations.

Keywords: *Environment, foreign policy*

INTRODUCTION

La République Démocratique du Congo est un pays riche en ressources naturelles et en biodiversité, notamment grâce à sa position géographique stratégique au cœur du bassin du Congo, qui est considéré comme l'un des poumons verts de la planète. En plus de ses forêts tropicales, la RDC possède une abondante réserve de minerais, d'hydrocarbures et d'autres ressources naturelles qui jouent un rôle clé dans son économie et sa diplomatie. Cependant, malgré ces richesses naturelles, la RDC fait face à de nombreux défis internes et externes. Sur le plan interne, des problèmes structurels tels que la mauvaise gouvernance, les conflits armés, la corruption, et la gestion inefficace des ressources naturelles ont empêché le pays de pleinement tirer parti de ses atouts environnementaux¹. Sur le plan externe, la RDC doit naviguer dans un environnement international complexe, marqué par des intérêts géopolitiques et économiques divergents, ainsi que par des enjeux environnementaux mondiaux croissants. Le changement climatique, la perte de biodiversité, et la déforestation sont des enjeux majeurs qui influencent les relations internationales. Dans ce contexte, la politique étrangère de la RDC doit s'adapter et intégrer ces dimensions environnementales, en jouant un rôle important dans la diplomatie internationale liée à l'environnement et au climat.

¹ EMMANUEL NTOTO., *La diplomatie environnementale et la politique étrangère des pays africains*, Kinshasa, Presses Universitaires du Congo, 2017, p.12.

L'importance des atouts environnementaux dans la formulation de la politique étrangère de la RDC est un sujet pertinent à une époque où les questions environnementales occupent une place de plus en plus importante dans les relations internationales. L'environnement, notamment la gestion durable des ressources naturelles, est devenue un facteur stratégique dans la diplomatie mondiale. En raison de sa position centrale dans le bassin du Congo, la RDC joue un rôle clé dans la régulation climatique mondiale et la préservation de la biodiversité. Ses ressources naturelles sont non seulement une source de revenus économiques, mais elles sont également un levier de pouvoir diplomatique et un élément de coopération internationale. Cependant, la RDC n'a pas encore pleinement exploité ces atouts dans sa politique étrangère. Pressions internationales liées aux questions écologiques. Ainsi, une analyse approfondie des atouts environnementaux de la RDC dans le cadre de sa politique étrangère permettrait d'identifier des stratégies pour mieux intégrer les enjeux écologiques dans la diplomatie congolaise et d'explorer comment le pays peut utiliser ses ressources naturelles de manière durable pour renforcer sa position sur la scène internationale. Cette recherche se concentre sur l'analyse des atouts environnementaux dans la formulation de la politique étrangère de la RDC. Elle vise à comprendre comment les ressources naturelles et la biodiversité du pays peuvent être intégrées dans sa stratégie diplomatique et utilisée comme levier pour atteindre des objectifs géopolitiques, économiques et environnementaux².

L'étude analysera les aspects ci-dessous : l'importance des ressources naturelles et de la biodiversité de la RDC, avec une attention particulière sur la forêt du bassin du Congo, les minerais et l'hydroélectricité ; l'intégration de la diplomatie environnementale dans la politique étrangère de la RDC, notamment à travers ses engagements dans les accords climatiques et les initiatives internationales pour la préservation de l'environnement ; les relations internationales de la RDC dans le contexte des enjeux environnementaux, en examinant comment le pays utilise ses atouts pour établir des partenariats et des alliances stratégiques ; Les défis et obstacles rencontrés par la RDC pour intégrer ces atouts dans sa politique étrangère, notamment les problèmes internes de gouvernance, les pressions externes, et les impacts du changement climatique. La méthodologie employée consistera en une analyse documentaire des politiques publiques et des discours diplomatiques de la RDC, ainsi qu'une étude des rapports internationaux relatifs à la gestion des ressources naturelles et à la diplomatie climatique. Des entretiens avec des experts en politique étrangère, en développement durable, et en environnement seront également envisagés pour enrichir cette analyse³.

² LAURENT MOUTET, *Les enjeux environnementaux en Afrique centrale : politiques et diplomatie*, Paris, Editions Karthala, 2015, p.14.

³ MARIE-ANGELE HERMET., *Les relations internationales et la gestion des ressources naturelles*, Paris, L'Harmattan, 2012, p.15.

La politique étrangère de la République Démocratique du Congo est marquée par plusieurs enjeux majeurs, qui touchent aussi bien ses relations bilatérales que multilatérales, et dont l'environnement occupe une place stratégique. La RDC doit prendre en compte les pressions et attentes internationales concernant la gestion de ses ressources naturelles, notamment en ce qui concerne la déforestation et les émissions de gaz à effet de serre. Le pays est de plus en plus impliqué dans les accords internationaux sur le climat, comme la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), et les négociations internationales sur la biodiversité (COP15). Le contrôle et la gestion des vastes ressources naturelles de la RDC, y compris la forêt tropicale, l'eau, et les minerais, sont au cœur des conflits internes et des enjeux de gouvernance⁴. Ces conflits internes ont une répercussion directe sur la politique étrangère, car la stabilité interne est essentielle pour que le pays puisse jouer un rôle actif sur la scène internationale. Les ressources naturelles de la RDC, comme le cobalt, le cuivre, et les terres rares, ont une importance stratégique pour les économies mondiales. La gestion de ces ressources devient ainsi un enjeu clé dans les relations géopolitiques du pays, qui doit naviguer entre les intérêts économiques de puissances étrangères et ses propres priorités de développement durable. En tant que propriétaire d'une des plus grandes forêts tropicales au monde, la RDC est un acteur clé dans la lutte contre le changement climatique. La préservation de cette biodiversité est un atout diplomatique majeur, mais elle doit être conciliée avec les besoins de développement économique du pays.

I. LES ATOUTS ENVIRONNEMENTAUX DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Les atouts environnementaux de la République Démocratique du Congo sont d'une importance stratégique, non seulement pour le développement économique et la protection de la biodiversité, mais aussi et surtout pour son influence sur la scène internationale. Il s'agit particulièrement de :

1.1 La Forêt du Bassin du Congo

« La RDC abrite la deuxième plus grande forêt tropicale au monde, après celle de l'Amazonie, avec environ 1,8 million de kilomètres carrés de forêt, soit près de 60 % de la superficie totale du bassin du Congo. Cette forêt joue un rôle essentiel dans la régulation du climat global en stockant d'énormes quantités de carbone. La forêt du bassin du Congo est un des plus grands puits de carbone de la planète »⁵. Elle absorbe des millions de tonnes de CO₂ chaque

⁴ J-C. WILLAME, *La politique étrangère de la RDC : Enjeux et défis*, Paris, L'Harmattan, 2014, p.3.

⁵ « Etat des forêts du bassin du Congo en 2021 : conclusion » in <https://www.cifor-icraf.org/fr/ressources/publication/8580/?utm>, consulté 11/03/2025.

année, contribuant ainsi à atténuer les effets du changement climatique à l'échelle mondiale. La forêt fournit également une grande variété de ressources naturelles, telles que le bois, le caoutchouc, les plantes médicinales, et diverses matières premières utilisées dans les industries locales et internationales.

1.2 La Biodiversité Exceptionnelle

La RDC est l'une des régions les plus biodiverses au monde. Elle abrite de nombreuses espèces animales et végétales endémiques et menacées, comme le gorille de montagne, le bonobo, le chimpanzé et l'okapi. Le pays détient une biodiversité riche, notamment dans ses parcs nationaux comme le parc national de la Salonga, le parc national des Virunga et le parc national de Kahuzi-Biéga. En raison de sa biodiversité unique, la RDC joue un rôle clé dans les efforts mondiaux de conservation. Les écosystèmes congolais, en particulier les forêts et les savanes, sont essentiels pour la survie de nombreuses espèces et leur préservation fait partie de l'agenda environnemental international⁶. Le fleuve Congo, avec un bassin hydrographique d'environ 3,7 millions de km², est le deuxième plus grand fleuve du monde par son débit et l'une des plus importantes ressources en eau douce⁷.

Ce fleuve est vital pour l'écosystème régional et constitue un axe de transport, de commerce et de développement énergétique. La RDC possède un potentiel hydroélectrique énorme, grâce à la puissance de son réseau fluvial. Le pays pourrait exploiter ce potentiel pour produire de l'électricité à faible coût et diversifier son énergie. Le complexe hydroélectrique d'Inga, par exemple, est un projet majeur pour la production d'énergie en Afrique. Le pays dispose aussi de nombreux lacs (comme le lac Tanganyika, le lac Albert et le lac Kivu), qui offrent des ressources en eau pour l'agriculture, la consommation humaine, et l'industrie, tout en contribuant à l'équilibre écologique des écosystèmes régionaux. La RDC est l'un des plus grands producteurs mondiaux de certains minéraux stratégiques, comme le cobalt, le cuivre, le diamant, le coltan, et le tungstène. Le cobalt est particulièrement important pour l'industrie mondiale des batteries (notamment les batteries lithium-ion pour les véhicules électriques). Le pays possède également des réserves significatives de terres rares, qui sont cruciales pour la technologie moderne, notamment les télécommunications, les ordinateurs et les énergies renouvelables⁸.

⁶ LAURENT L. H. M. KAMBALA., *La biodiversité du bassin du Congo : Problématique et enjeux de conservation*, Kinshasa, Presses Universitaires du Congo, 2018, p.114.

⁷ J-C. WILLAME, *La gestion des ressources naturelles en Afrique centrale*, Paris, L'Harmattan, 2016, p.36.

⁸ A. DENEAULT., *La République Démocratique du Congo : Entre pillage et ressuscitation*, Montréal, Éditions Écosociété, 2015.

La République Démocratique du Congo dispose dans ce contexte de vastes zones humides, comme les marécages du bassin du Congo, qui sont des écosystèmes essentiels pour la biodiversité. Elles servent de refuges à de nombreuses espèces animales et végétales, et jouent un rôle important dans la régulation du climat, la filtration de l'eau et la régulation des crues. La République Démocratique du Congo bénéficie également d'un accès important aux eaux souterraines, ce qui est essentiel pour le développement de l'agriculture et des infrastructures d'approvisionnement en eau potable⁹. En plus de son potentiel hydroélectrique, la RDC bénéficie d'une position géographique favorable pour exploiter l'énergie solaire, en raison de son ensoleillement constant. L'intégration de ces sources d'énergie renouvelables dans la politique énergétique pourrait non seulement répondre aux besoins internes, mais aussi devenir un atout diplomatique pour la coopération régionale et internationale. La RDC possède de vastes terres arables et des forêts riches qui peuvent soutenir une agriculture durable et une gestion forestière responsable. La promotion de l'agroforesterie et de la gestion durable des terres pourrait non seulement contribuer à l'autosuffisance alimentaire, mais aussi à la conservation de l'environnement et à la lutte contre la déforestation.

1.3 Les Parcs Nationaux et le Tourisme Écologique

A travers le tourisme, ses parcs nationaux et sa biodiversité unique, la RDC dispose d'un potentiel touristique important dans le secteur du tourisme écologique. Le développement du tourisme durable pourrait apporter des ressources financières tout en contribuant à la préservation des écosystèmes locaux. Un secteur en développement, bien que le secteur du tourisme soit encore sous-exploité en RDC en raison de l'instabilité et des défis logistiques, il représente une opportunité de développement économique basé sur les atouts environnementaux. Les atouts environnementaux de la RDC sont multiples et variés, allant de ses forêts tropicales et de sa biodiversité exceptionnelle, à ses vastes ressources en eau et ses minerais stratégiques. Le pays possède un potentiel écologique et économique immense, qui, s'il est bien géré, pourrait jouer un rôle crucial dans sa politique étrangère. L'exploitation durable de ces atouts pourrait non seulement favoriser le développement économique intérieur mais aussi renforcer la position géopolitique de la RDC, en particulier dans les discussions sur le changement climatique, la biodiversité, et la gestion des ressources naturelles à l'échelle mondiale¹⁰.

⁹ F. HACHE., *Les écosystèmes du Congo et la gestion des ressources naturelles*, Paris, Karthala, 2014, p.13.

¹⁰ Th. TREFON., *Congo Mascarade : la culture politique de l'inefficacité de l'aide et son importance*, Paris, Gallimard, 2017, p.35.

II. L'INTEGRATION DES ATOUTS ENVIRONNEMENTAUX DANS LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

L'intégration des atouts environnementaux dans la politique étrangère de la République Démocratique du Congo est une démarche stratégique permettant de renforcer son influence diplomatique, tout en répondant aux enjeux mondiaux liés au changement climatique, à la biodiversité et à la gestion des ressources naturelles. L'exploitation durable de ces atouts pourrait devenir un levier géopolitique essentiel pour le pays.

2.1 La Diplomatie Verte et les Engagements Internationaux

La RDC, en tant que pays abritant la deuxième plus grande forêt tropicale au monde, a un rôle clé à jouer dans les négociations internationales sur le climat. Elle peut utiliser ses atouts environnementaux pour participer activement aux discussions mondiales sur le changement climatique et la biodiversité, en particulier dans le cadre des Accords de Paris (COP21) et d'autres mécanismes internationaux. La République Démocratique du Congo pourrait mettre en avant son rôle dans la conservation des forêts du bassin du Congo pour obtenir des financements et des partenariats internationaux dans le cadre d'initiatives telles que REDD+ (Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts)¹¹. En mettant en valeur ses forêts et ses autres ressources naturelles, elle peut négocier une meilleure répartition des financements climatiques destinés aux pays en développement pour lutter contre les impacts du changement climatique. L'engagement de la République Démocratique du Congo dans des initiatives mondiales telles que le Protocole de Nagoya sur la biodiversité ou les Objectifs de Développement Durable peut accroître ses partenariats avec des pays et organisations œuvrant pour la préservation de la biodiversité.

La diplomatie écologique consiste à intégrer les préoccupations environnementales dans les discussions diplomatiques bilatérales et multilatérales. De ce pour la RDC peut recourir à ses ressources naturelles comme un atout afin d'établir des partenariats avec des pays ayant des préoccupations similaires concernant la préservation de l'environnement et la lutte contre le changement climatique ; la RDC peut en outre négocier des accords bilatéraux et multilatéraux en mettant en avant ses efforts de préservation des forêts et de gestion durable des ressources naturelles. Cela permettrait au pays de jouer un rôle clé dans la gouvernance diplomatique mondiale autour de la gestion durable des forêts tropicales. En développant des projets de gestion durable et de reboisement dans les pays voisins, la RDC

¹¹ EMMANUEL DE MERODE., *Virunga : La survie de la vie en RDC*, Londres, Vintage, 2015, p.111

pourrait influencer positivement la région du bassin du Congo et contribuer à la diplomatie environnementale de l'Afrique centrale¹².

2.2 Les Ressources Naturelles et la Politique Étrangère de la République Démocratique du Congo.

La RDC est un acteur majeur dans l'industrie mondiale des ressources minières, notamment avec ses réserves de cobalt, de cuivre, de coltan, et de diamants. Ces minéraux sont essentiels pour la transition énergétique mondiale, en particulier dans la fabrication des batteries pour les véhicules électriques et les équipements électroniques. En intégrant des principes de développement durable dans l'exploitation de ses ressources minières, elle pourrait attirer des investissements étrangers tout en renforçant ses relations diplomatiques avec des pays soucieux de l'extraction responsable et des pratiques éthiques. La République Démocratique du Congo pourrait chercher à établir des partenariats avec des entreprises et pays intéressés par le développement de technologies « vertes », afin de promouvoir une exploitation plus respectueuse de l'environnement des ressources minières¹³.

La République Démocratique du Congo peut utiliser la gestion de ses forêts comme un atout pour tisser des relations diplomatiques avec des pays et organisations qui soutiennent la préservation de la biodiversité et la lutte contre la déforestation. En partenariat avec des ONG et des agences internationales, la RDC pourrait développer des projets qui visent à préserver les écosystèmes critiques de son territoire, tout en permettant une exploitation durable de ses ressources forestières. En mettant en place des zones protégées et des projets de lutte contre le braconnage, la RDC peut aussi renforcer sa position diplomatique en tant que défenseur de la biodiversité mondiale. L'intégration de la biodiversité dans les négociations commerciales pourrait permettre à la RDC de jouer un rôle clé dans la conservation de la biodiversité mondiale, en partenariat avec les pays développés ou d'autres économies émergentes.

2.3 Les Ressources Hydriques et la Coopération Transfrontalière

La République Démocratique du Congo dispose d'importantes ressources hydriques, notamment avec le fleuve Congo et de nombreux lacs. Le pays pourrait utiliser ces ressources pour renforcer sa politique étrangère dans des accords transfrontaliers sur l'eau et la gestion des ressources en eau. La RDC

¹² « Amélioration de la gestion des forêts et des paysages en République démocratique du Congo » in <https://www.banquemondiale.org/fr/news/feature/2024/07/31/am-lioration-de-la-gestion-des-for-ts-et-des-paysages-en-r-afe-rdc?utm>, consulté le 16/03/2025

¹³ LOUIS CYUZUZO, « L'exploitation minière à l'Est de la République Démocratique du Congo » in https://www.researchgate.net/publication/343529957_L'exploitation_miniere_a_l'Est_de_la_Republique_Democratique_du_Congo_RDC?utm, consulté 20/01/2025

pourrait négocier des accords régionaux sur l'exploitation de l'hydroélectricité, notamment en développant son potentiel de production énergétique à partir des grands barrages hydroélectriques comme ceux du complexe Inga. Dans le cadre de partenariats avec les pays voisins, la RDC pourrait promouvoir une gestion intégrée et durable des bassins fluviaux, afin de garantir l'approvisionnement en eau pour la région tout en préservant les écosystèmes aquatiques. La gestion des ressources en eau est un enjeu stratégique. La RDC pourrait également jouer un rôle central dans les négociations internationales liées à l'eau douce, et participer activement à des forums internationaux pour la gestion des ressources hydriques transfrontalières, tout en renforçant ses relations avec ses voisins. Bien que la RDC possède des atouts environnementaux considérables, plusieurs défis limitent l'intégration effective de ces atouts dans sa politique étrangère la corruption, l'instabilité politique, et l'insuffisance des infrastructures peuvent freiner la gestion durable des ressources naturelles et l'efficacité des partenariats internationaux¹⁴.

Les relations avec certaines puissances économiques peuvent être compliquées, surtout lorsque les intérêts économiques entrent en conflit avec les impératifs écologiques et sociaux du pays. Les écosystèmes de la RDC sont vulnérables à la déforestation, à l'exploitation minière illégale et à la pression démographique. La gestion durable nécessite des investissements conséquents et une volonté politique forte. L'intégration des atouts environnementaux de la RDC dans sa politique étrangère représente une opportunité stratégique pour le pays de renforcer sa position diplomatique tout en contribuant à la préservation de l'environnement mondial. Cependant, pour que ces atouts soient pleinement exploités, il est crucial que la RDC développe des politiques internes solides de gestion durable des ressources naturelles, tout en nouant des partenariats internationaux sur la base de la protection de l'environnement et du développement durable.

III. LES DEFIS ET LIMITES DE L'INTEGRATION DES ATOUTS ENVIRONNEMENTAUX DANS LA POLITIQUE ÉTRANGERE

Bien que la République Démocratique du Congo dispose d'un ensemble considérable d'atouts environnementaux, leur intégration dans la politique étrangère du pays rencontre plusieurs défis et limites. Ces obstacles peuvent être internes, externes, structurels ou liés à des contraintes économiques et géopolitiques. Voici une analyse détaillée de ces défis et limites :

¹⁴ PNUD, Politique Nationale de l'Énergie de la République Démocratique du Congo, Kinshasa, 2022.

3.1 Problèmes de gouvernance et de stabilité politique en République Démocratique du Congo

La RDC fait face à des problèmes chroniques de gouvernance, qui ont un impact direct sur la gestion des ressources naturelles et leur exploitation durable. La corruption, les pratiques de mauvaise gestion des ressources naturelles, ainsi que l'absence de transparence et de responsabilité dans la gestion des fonds alloués à la protection de l'environnement, limitent la capacité du pays à intégrer efficacement ses atouts environnementaux dans sa politique étrangère. Les partenaires internationaux peuvent être réticents à soutenir des projets liés à la gestion des ressources naturelles en RDC en raison de la corruption endémique et de l'inefficacité des institutions publiques. La mauvaise gestion des forêts, de l'exploitation minière, et de la faune entraîne souvent des pratiques illégales et non durables, ce qui compromet la crédibilité de la RDC dans ses efforts diplomatiques environnementaux¹⁵.

L'instabilité politique persistante et les conflits armés dans certaines régions de la RDC, en particulier dans l'est du pays, compliquent la mise en œuvre de politiques environnementales durables. Les régions touchées par des conflits sont souvent exploitées de manière non réglementée, ce qui accélère la déforestation et la dégradation des écosystèmes. Les zones de conflits, comme celles où se trouvent des mines de minerais stratégiques (cobalt, coltan, etc.), sont souvent sous le contrôle de groupes armés qui exploitent illégalement les ressources naturelles, au détriment de l'environnement et du développement durable. La mise en place de projets de préservation de la biodiversité ou de gestion forestière peut être entravée par la violence et l'insécurité, rendant difficile la collaboration avec les acteurs internationaux ou les ONG¹⁶.

3.2. Pressions démographiques et développement économique

La RDC, avec une population en forte croissance, est confrontée à des besoins accrus en termes de ressources naturelles (eau, terres agricoles, énergie). La pression démographique, couplée à un faible taux d'industrialisation, conduit à une exploitation excessive et non durable des ressources naturelles pour satisfaire les besoins immédiats de la population, au détriment de l'environnement. La croissance démographique rapide entraîne l'expansion des terres agricoles, ce qui mène à la déforestation massive. La population utilise également les forêts pour le bois de chauffe, aggravant la

¹⁵ GEORGES NZONGOLA-NTALAJA, *La République Démocratique du Congo: Le destin d'un État*, Paris, Karthala, 2002, p.17

¹⁶ PIERRE JACQUEMOT, « Les conflits dans l'est de la République démocratique du Congo : voisins cupides, groupes armés et prédation minière », in *Fondation Jean-Jaurès*, Paris, 2024. <https://www.jean-jaures.org/publication/les-conflits-dans-lest-de-la-republique-democratique-du-congo-voisins-cupides-groupes-armes-et-predation-miniere/?utm>, consulté 14/02/2024.

perte des écosystèmes forestiers, un atout pourtant central dans la diplomatie environnementale du pays. Les objectifs de développement économique de la RDC sont parfois en contradiction avec la nécessité de préserver ses atouts environnementaux. Les politiques de développement peuvent parfois privilégier l'exploitation immédiate des ressources naturelles, plutôt que leur gestion durable à long terme. Le pays manque d'infrastructures adéquates pour gérer de manière efficace ses ressources naturelles et intégrer ces atouts dans une politique étrangère cohérente. Les infrastructures de transport, de gestion des déchets, d'énergie et de communication sont insuffisantes, ce qui entrave les efforts de conservation et de gestion durable. Les institutions chargées de la gestion des ressources naturelles, de la biodiversité et du climat manquent souvent de moyens techniques et financiers pour mettre en œuvre les engagements internationaux ou superviser la gestion des ressources naturelles du pays. L'absence d'une infrastructure de surveillance efficace pour lutter contre l'exploitation illégale des ressources naturelles (mines illégales, braconnage, déforestation) limite l'efficacité des politiques environnementales et diplomatiques.

3.3. Pressions internationales et conflits d'intérêts sur les ressources naturelle de la République Démocratique du Congo

La RDC, en tant que pays riche en ressources naturelles stratégiques, est confrontée à des pressions géopolitiques et économiques internationales. Les intérêts étrangers concernant l'exploitation de ses ressources naturelles peuvent entrer en conflit avec les priorités écologiques et environnementales du pays. Les grandes puissances économiques et les multinationales sont souvent intéressées par l'exploitation de minerais stratégiques, ce qui peut entraîner des compromis sur la gestion environnementale. Par exemple, les demandes d'extraction de minerais tels que le cobalt, nécessaires pour la transition énergétique, peuvent entrer en conflit avec les efforts de préservation de la biodiversité et de réduction des émissions de carbone. Bien que la RDC puisse bénéficier de financements internationaux pour des projets environnementaux, elle est également sous pression pour se conformer aux attentes des donateurs, qui peuvent inclure des restrictions sur l'exploitation des ressources naturelles. Cela peut créer des tensions avec les priorités nationales de développement économique.¹⁷

La RDC pourrait se retrouver à la marge de certaines initiatives mondiales, en raison de la concurrence entre les grands pays pollueurs et les pays en développement qui cherchent à exploiter leurs ressources naturelles. Bien que la RDC participe à des accords internationaux, la mise en œuvre effective de ces accords peut être freinée par des désaccords sur la répartition des

¹⁷ SIDDHARTH KARA, *Cobalt Red : Comment le sang du Congo alimente nos vies*, New York, Macmillan, 2023, p. 26.

ressources ou la lenteur des financements. Le pays pourrait avoir du mal à obtenir des financements internationaux pour les initiatives environnementales, en raison de la lenteur des négociations sur les financements climatiques et la politique de compensation pour la conservation des ressources naturelles. L'incapacité de la RDC à respecter certains engagements environnementaux à cause des défis internes (gouvernance, sécurité, ressources) peut nuire à sa crédibilité dans le cadre de ses négociations internationales.

La déforestation illégale et l'exploitation non durable des ressources naturelles sont des défis majeurs qui compromettent la capacité de la RDC à utiliser ses atouts environnementaux dans sa politique étrangère. La perte de biodiversité et la dégradation des écosystèmes forestiers, essentiels à la régulation climatique mondiale, représentent une menace pour la réputation du pays dans les négociations internationales. Si la RDC ne parvient pas à mettre en œuvre des politiques efficaces de préservation des forêts, cela pourrait réduire son influence dans les discussions mondiales sur le changement climatique et la conservation de la biodiversité. Bien que la RDC possède un grand potentiel pour atténuer le changement climatique grâce à ses ressources naturelles, elle est également vulnérable aux impacts du changement climatique, notamment les phénomènes climatiques extrêmes, la sécheresse, et les inondations. L'incapacité de la RDC à s'adapter rapidement aux impacts du changement climatique pourrait limiter sa capacité à exploiter ses ressources naturelles de manière durable et à participer activement aux négociations climatiques internationales¹⁸. L'intégration des atouts environnementaux de la RDC dans sa politique étrangère est un défi complexe, qui nécessite des efforts concertés pour surmonter les obstacles liés à la gouvernance, la stabilité politique, la gestion des ressources naturelles, les pressions géopolitiques et les défis environnementaux internes. Cependant, en surmontant ces défis, la RDC pourrait jouer un rôle clé dans la diplomatie climatique mondiale et utiliser ses ressources naturelles comme un levier stratégique pour son développement et sa position sur la scène internationale.

¹⁸ Rapport sur les risques sécuritaires liés au changement climatique, Fondation pour les études sur la sécurité et la coopération internationale, octobre 2023.,

CONCLUSION

L'intégration des atouts environnementaux dans la politique étrangère de la République Démocratique du Congo représente à la fois une opportunité stratégique et un défi majeur. Le pays dispose de ressources naturelles exceptionnelles, telles que ses forêts tropicales, sa biodiversité unique, et son potentiel en hydroélectricité, qui peuvent constituer des leviers importants dans les relations internationales. Cependant, pour tirer pleinement parti de ces atouts, la RDC doit surmonter plusieurs obstacles internes, tels que la gouvernance fragile, les conflits internes, la mauvaise gestion des ressources, et la pression des puissances économiques internationales. Les défis liés à la corruption, l'instabilité politique, la pression démographique et l'exploitation non durable des ressources naturelles limitent la capacité de la RDC à promouvoir une politique étrangère environnementale cohérente et efficace. Par ailleurs, les tensions géopolitiques et les conflits d'intérêts avec les puissances internationales, ainsi que le manque d'infrastructures adéquates, compliquent la gestion durable de ces ressources.

Cependant, en dépit de ces difficultés, la RDC a un potentiel énorme pour jouer un rôle central dans les négociations internationales sur le climat, la biodiversité et la gestion des ressources naturelles. En développant des politiques de gestion durable, en renforçant ses institutions et en consolidant sa diplomatie environnementale, la RDC peut non seulement protéger ses ressources, mais aussi accroître son influence dans les discussions mondiales sur les enjeux écologiques. L'intégration des atouts environnementaux dans sa politique étrangère, si elle est réalisée avec succès, pourrait permettre à la RDC de concilier développement économique, préservation des ressources naturelles et rôle de leader dans la gouvernance mondiale de l'environnement. La RDC dispose d'une position stratégique pour faire de ses atouts environnementaux un moteur de sa politique étrangère, mais cela nécessitera une gestion efficace, une vision politique claire et un engagement à long terme pour surmonter les défis internes et maximiser les bénéfices globaux de ses ressources naturelles.

BIBLIOGRAPHIE

1. ALAIN DENEAULT., *La République Démocratique du Congo : Entre pillage et ressuscitation*, Montréal, Éditions Écosociété, 2015.
2. EMMANUEL DE MERODE., *Virunga : La survie de la vie en RDC*, Londres, Vintage, 2015.
3. EMMANUEL NTOTO., *La diplomatie environnementale et la politique étrangère des pays africains*, Kinshasa, Presses Universitaires du Congo, 2017
4. FREDERIC HACHE., *Les écosystèmes du Congo et la gestion des ressources naturelles*, Paris, Karthala, 2014.
5. GEORGES NZONGOLA-NTALAJA, *La République Démocratique du Congo: Le destin d'un État*, Paris, Karthala, 2002.
6. JEAN-CLAUDE WILLAME, *La gestion des ressources naturelles en Afrique centrale*, Paris, L'Harmattan, 2016.
7. JEAN-CLAUDE WILLAME, *La politique étrangère de la RDC : Enjeux et défis*, Paris, L'Harmattan, 2014.
8. LAURENT L. H. M. KAMBALA., *La biodiversité du bassin du Congo : Problématique et enjeux de conservation*, Kinshasa, Presses Universitaires du Congo, 2018.
9. LAURENT MOUTET., *Les enjeux environnementaux en Afrique centrale : politiques et diplomatie*, Paris, Editions Karthala, 2015
10. LOUIS CYUZUZO, « L'exploitation minière à l'Est de la République Démocratique du Congo » in https://www.researchgate.net/publication/343529957_L'exploitation_miniere_a_l'Est_de_la_Republique_Democratique_du_Congo_RDC?utm_consulté=20/01/2025
11. MARIE-ANGELE HERMET., *Les relations internationales et la gestion des ressources naturelles*, Paris, L'Harmattan, 2012
12. PIERRE JACQUEMOT, « Les conflits dans l'est de la République démocratique du Congo : voisins cupides, groupes armés et prédation minière », in *Fondation Jean-Jaurès*, Paris, 2024. https://www.jean-jaurès.org/publication/les-conflits-dans-lest-de-la-republique-democratique-du-congo-voisins-cupides-groupes-armes-et-predation-mini%C3%A8re/?utm_consulté=14/02/2024
13. PNUD, *Politique Nationale de l'Énergie de la République Démocratique du Congo*, Kinshasa, 2022.
14. *Rapport sur les risques sécuritaires liés au changement climatique*, Fondation pour les études sur la sécurité et la coopération internationale, octobre 2023.
15. SIDDHARTH KARA, *Cobalt Red : Comment le sang du Congo alimente nos vies*, New York, Macmillan, 2023

16. THÉODORE TREFON., *Congo Mascarade : la culture politique de l'inefficacité de l'aide et son importance*, Paris, Gallimard, 2017.
17. « Amélioration de la gestion des forêts et des paysages en République démocratique du Congo » in https://www.banquemondiale.org/fr/news/feature/2024/07/31/am-lioration-de-la-gestion-des-for-ts-et-des-paysages-en-r-afe-rdc?utm_ consulté le 16/03/2025
18. « Etat des forêts du bassin du Congo en 2021 : conclusion » in https://www.cifor-icraf.org/fr/ressources/publication/8580/?utm_ consulté 11/03/2025.